Zeitschrift: Revue économique Suisse en France
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 78 (1998)
Heft: 4: Les entreprises suisses en France face à la loi Aubry

Artikel: Suisse : vers une croissance retrouvée?
Autor: Leuenberger, Andres F.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-889413

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Suisse : vers une croissance retrouvée ?

« Les taux d'intérêts demeurent bas, la base de la reprise s'est élargie », nous confie le président du Vorort.

Andres F. Leuenberger, Président de l'Union suisse du commerce et de l'industrie (Vorort), Zurich

Le redressement conjoncturel poursuit son essor en Suisse : après plusieurs années de stagnation, les données économiques se sont améliorées à maints égards. Ainsi, depuis juillet dernier, la Suisse affiche une croissance économique qui correspond à peu près à son potentiel à long terme, soit environ 1,5 %. Au surplus, le chômage a nettement régressé depuis le début de cette année.

Bien que cette évolution ne soit pas exclusivement imputable à des raisons conjoncturelles, elle dénote tout de même une remarquable souplesse du marché du travail. Nulle trace de cette croissance sans création d'emploi (« jobless growth »), dont certains brandissent le spectre pour justifier la répartition du travail existant entre un plus grand nombre de personnes. De même, les taux d'intérêt demeurent bas, et au chapitre de l'inflation, c'est pratiquement le règne de la stabilité. La base de la reprise s'est aussi élargie : à côté des exportations, la consommation domestique soutient toujours davantage la croissance. Après une longue traversée du désert, les petites et moyennes entreprises sont toujours plus nombreuses à enregistrer une hausse des bénéfices. Enfin, les exportations de capitaux, qui vont bâtir ou consolider des positions dans d'autres pays, augmentent à l'instar des chiffres d'affaires.

Au surplus, le chômage a nettement régressé depuis le début de cette année.

Mais cette évolution ne peut nous empêcher

de constater qu'à l'échelle de l'économie mondiale, le niveau des risques a considérablement augmenté ces derniers temps. La crise asiatique et les secousses financières et monétaires qu'elle engendre vont durer plus longtemps, avoir des incidences plus marquées sur les échanges internationaux et affecter davantage la croissance économique mondiale qu'on ne le supposait il y a quelques mois encore. Le Japon, centre de gravité de cette région, montre de grandes difficultés à sortir de sa mauvaise passe économique. Enfin, au moment même où les économies d'Europe occidentale et des Etats-Unis ressentent toujours plus nettement les effets de la crise asiatique, la situation chaotique de la Russie ne fait qu'empirer. Pour que la reprise se poursuive, il importe donc que les difficultés asiatiques ne se transforment pas en feu de paille. Il faut aussi que l'introduction de l'euro se fasse en douceur.

Il importe au contraire de tirer parti des perspectives économiques favorables pour engager les réformes qui ont été jusqu'ici différées.

En ces temps caractérisés par la forte concurrence que se livrent les places économiques, la compétitivité des entreprises suisses dépend de plus en plus de la qualité des conditions-cadre existant dans le pays. Il serait donc faux de relâcher maintenant les efforts visant à améliorer ces « fondamentaux ». Il importe au contraire de tirer parti des perspectives économiques favorables pour engager les réformes qui ont été jusqu'ici différées. Pour consolider le retour à la croissance, la politique économique suisse doit ainsi continuer à soutenir l'essor de l'économie et sa capacité novatrice par, notamment, l'assainissement des finances publiques, la réforme du système fiscal, la poursuite des réformes de l'économie de marché et la réalisation des grands projets d'infrastructure.

L'acceptabilité de l'économie de marché dépend du niveau de prospérité qu'elle est capable d'offrir, bien davantage que de considérations théoriques sur ses mérites intrinsèques.

D'ailleurs, les années maigres que la Suisse vient de vivre n'ont pas particulièrement renforcé la confiance de la population dans ce système. Dans les procédures politiques suisses devenues très pluralistes, la politique économique demande non seulement de la compétence pour ce qui touche à l'ordre fondamental, mais avant tout de la confiance. Ce sont, en effet, les citoyens et non les chefs d'entreprise qui élisent le Parlement, et par là indirectement le Gouvernement. Et les responsables économiques ne peuvent gagner la confiance des citoyens qu'en leur expliquant clairement les réalités et les interactions économiques, en fournissant de bonnes prestations d'entreprises et en faisant preuve de sensibilité sociale. La confiance n'est pas uniquement un capital pour l'économie d'entreprise, elle l'est aussi à l'échelle de l'économie nationale, et doit se gagner chaque jour.

Aujourd'hui, l'économie peut réagir plus rapidement que le monde politique — elle y est même contrainte — si elle entend survivre à long terme. La question qui se pose est de savoir si la Suisse est capable de procéder rapidement aux réformes politiques qui s'imposent. Car il est évident que la concurrence globale ne pousse pas seulement les entreprises à s'adapter, mais aussi la politique et la société. La Suisse dispose des conditions nécessaires au renouveau, sans pour autant perdre ce qui fait la force de sa culture traditionnelle : l'aptitude au consensus social. Et c'est précisément parce que le Vorort est persuadé que la position de départ de la Suisse reste bonne qu'il se bat et continuera de se battre pour sa place économique.

Les responsables économiques ne peuvent gagner la confiance des citoyens qu'en leur expliquant clairement les réalités.

Le VORORT : l'instance la plus représentative de l'économie suisse

L'Union suisse du commerce et de l'industrie, plus connue sous le nom de Vorort, est une organisation faîtière de l'économie suisse. Créée en 1870, elle regroupe les principales associations professionnelles du pays, les chambres cantonales de commerce et d'industrie ainsi que d'autres organisations dont, sous certaines conditions, des entreprises individuelles pour autant qu'elles ne puissent pas adhérer à une organisation professionnelle. Avec ses 117 organisations membres, le Vorort est l'instance la plus représentative de l'économie suisse.

La tâche principale du Vorort consiste à défendre les intérêts de ses membres auprès des autorités fédérales, dans tous les dossiers politiques importants pour l'économie. Il est également présent à l'étranger, notamment à Bruxelles où il intervient au sein de l'UNICE, l'association faîtière de l'économie européenne, sur les questions d'économie extérieure touchant la Suisse. Il est en outre représenté au Comité consultatif du commerce et de l'Industrie de l'OCDE (BIAC) et assure le secrétariat du Comité national suisse de la Chambre de commerce internationale.

L'engagement du Vorort repose « sur la conviction que seul un régime socio-économique libéral fondé sur l'économie de marché permet à la Suisse de maîtriser le défi permanent du futur. »

Pour plus d'informations : http://www.vorort.ch